

Parti ou mouvement citoyen ?

POLITIQUE Le SP.A envisage une mue en vue de 2018. C'est tendance

► En Flandre, l'ancien ministre Johan Vande Lanotte songe à fonder un mouvement citoyen pour les communales de 2018 à Ostende.

► A Anvers, l'opposition de gauche y pense aussi.

► Décryptage d'un phénomène, à mi-chemin entre stratégie de parti et volonté de réenchanter la politique.

L'annonce a fait grand bruit dans les médias flamands : après trente ans de vie politique sous la bannière SPA, l'ancien ministre fédéral Johan Vande Lanotte envisage de fonder un mouvement citoyen pour les élections communales d'Ostende en 2018. « *Au niveau national, les divergences idéologiques jouent un rôle, mais c'est beaucoup moins le cas au niveau local, a-t-il déclaré au Morgen. Dans une ville, il faut avant tout travailler et vivre ensemble. A ce niveau-là, il faut regrouper tous les talents, toutes les idées et possibilités, loin d'une logique stricte de parti.* »

L'initiative n'est pas isolée : quelques jours plus tard, des élus locaux d'Anvers – SPA, Groen et PDVA+ – ont dit qu'ils réfléchissaient aussi à créer un mouvement citoyen. En fait, au niveau communal, il arrive souvent que des listes proposent des places pour des candidats d'ouverture, hors partis politiques : par exemple, les listes du bourgmestre ou de l'opposition.

Les mouvements citoyens au sens large ont, du reste, le vent en poupe ces dernières années.

Pascal Delwit, politologue à l'ULB, n'est guère surpris par les initiatives flamandes : « *Sur le fond, cela peut faire sens de tenter de réinventer la démocratie locale. Il y a une réflexion globale sur le fait que la vie politique ne peut plus être l'apanage de professionnels. Mais il y a aussi un certain effet de mode, dans le sens où il est bon aujourd'hui, pour les politiques, de défendre les initiatives qui font de la place au citoyen, comme les tirages au sort de citoyens ou l'organisation de primaires.* »

L'ouverture au citoyen dépend donc – en partie – d'une certaine stratégie politique. Or, en ce qui concerne le cas particulier du SP.A, on sait que le parti n'est pas en grande forme dans les sondages. Traditionnellement très présent dans les métropoles, il a perdu Anvers et Hasselt et est en difficulté à Gand. « *Il y a une volonté de conserver Ostende, qui est une des dernières grandes villes SP.A, confirme le politologue. Et Anvers est une ville stratégique, gagnée par Bart De Wever aux dernières élections.* »

Les partis ne ferment pas la porte

De quel œil les partis politiques voient-ils ce genre d'initiative ? Auprès de nos confrères flamands, le président SP.A John Crombez a soutenu les initiatives anversoises et ostendaises : « *Celui qui a peur des mouvements citoyens fait encore de la politique comme il y a dix ou vingt ans. Il faut être capable d'entendre les tendances de la société.* »

Quelques coups de sonde auprès de francophones montrent que l'idée d'ouvrir davantage la politique aux citoyens gagne du terrain, surtout au niveau local. Au PS, par exemple, le parti se dit « *favorable à toutes les formes de participation citoyenne imaginable à tous les niveaux de pouvoir* » et « *prêt à travailler de très près avec les mouvements citoyens qui se créent un peu partout* ».

Mais certains ne cachent pas leurs réserves face à l'initiative de Vande Lanotte. « *Attention à la part de communication, prévient Zakia Khattabi, la coprésidente d'Ecolo. S'il est essentiel d'ouvrir la politique au citoyen, il ne faut pas seulement le faire à la veille des élections... Chez Ecolo, nous avons mis sur pied un processus de contact avec la société civile de longue haleine.* » Olivier Maingain, président de Défi, se fait plus critique, en mettant en garde contre l'hypocrisie : « *Il faut s'assurer qu'il y a un vrai projet derrière, et que le but n'est pas de tromper l'électeur. On a déjà vu des listes d'ouverture se diviser et éclater assez rapidement.* »

Du reste, nos interlocuteurs ne sont pas tous convaincus que l'idéologie soit totalement absente au niveau communal. « *Il reste quand même des visions différentes que les partis peuvent porter, sur l'approche en matière de sécurité, de vivre-ensemble, de logement, de mobilité...* », avance le vice-président du CDH, Hamza Fassi-Fihri, pour qui les mouvements citoyens ne doivent pas être vus en opposition avec les partis.

En tout cas, citoyens ou pas, tous les mandataires locaux semblent déjà avoir les yeux rivés sur les élections de 2018. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT